

Animation du Réseau Méditerranéen (RCM) et renforcement des capacités des groupes de base pour la promotion de l'agriculture de conservation

■ CONTEXTE

L'augmentation régulière de la population dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée a entraîné depuis deux décennies une intensification de l'utilisation agricole des sols, notamment dans les systèmes céréaliers mécanisés, aboutissant à une baisse progressive de la fertilité et à une moindre valorisation des ressources en eau.

Aggravées par les effets d'une pluviométrie de plus en plus aléatoire, ces pratiques ne vont pas dans le sens d'une agriculture durable. Ainsi, leurs principales conséquences sont :

- l'érosion hydrique ou éolienne qui dégrade et menace le potentiel des sols ; au Maroc, par exemple, 70% des terres sont touchées par ce phénomène ;
- la stagnation, voire la baisse des rendements, réduisant la capacité des agriculteurs à se nourrir ou à dégager des surplus destinés au marché, ce qui fragilise les zones rurales de pays déjà très dépendants vis-à-vis de l'extérieur pour l'approvisionnement en denrées de première nécessité.

Les communautés paysannes, peu organisées et souvent isolées, n'ayant pas accès aux informations techniques et nouveaux savoir-faire, sont à l'écart des mouvements de progrès.

Or, l'introduction d'alternatives agro-économiques permettant d'améliorer leurs revenus nécessite la création et le renforcement de groupements de base et d'associations de producteurs, ainsi que l'établissement de liens et de coopérations entre ceux-ci et les structures nationales de recherche appliquée et de développement.

Compte tenu de contextes agroclimatiques et socio-économiques similaires, les préoccupations des paysans du Sud et de l'Est de la Méditerranée sont très proches, et rejoignent souvent celles des producteurs du Sud de l'Europe.

C'est dans ce contexte qu'évolue le RCM (Réseau grandes Cultures Méditerranéen). Ce réseau multi-acteurs d'échanges et de formation vise à soutenir des groupements de paysans dans leurs initiatives de développement local. Il favorise les liens entre les communautés paysannes, les structures de Recherche et Développement et les organismes agricoles de sept pays : Algérie, Liban, Maroc et Tunisie au Sud et à l'Est de la Méditerranée ; France, Espagne et Portugal au Nord de la Méditerranée.

■ OBJECTIF DU PROGRAMME

Il vise, dans les quatre pays concernés (Algérie, Liban, Maroc, Tunisie) et à l'échelle du réseau méditerranéen, la prise en charge collective des questions fondamentales de développement rural durable, de protection de l'environnement et de maintien de forces vives dans les campagnes pour lutter contre l'exode rural.

Pour cela il faut :

- consolider le dispositif de communication et d'échanges multipays du réseau au niveau méditerranéen, dans le but de favoriser le partage des acquis (organisationnels, socio-économiques et agronomiques)
- renforcer et multiplier les groupes de base (groupements paysans) en leur permettant d'acquérir les capacités nécessaires pour devenir des forces de proposition et des acteurs efficaces et durables du développement agricole et rural de leurs régions et pays.



Agriculteur de la Bekaa au Liban

■ DÉMARCHE

Les problématiques abordées dans les groupements et au sein du RCM, à travers le partage de savoir-faire et de pratiques, sont centrées sur l'amélioration des revenus des paysans par l'introduction de nouveaux systèmes de production. La démarche retenue est axée sur la dynamique des groupes locaux, fonctionnant sur des principes d'autonomie et de transparence, et sur l'échange d'expériences entre le Nord, le Sud et l'Est de la Méditerranée.

Deux thématiques transversales sont abordées en priorité :

- Groupements de base : émergence, structuration, renforcement des capacités organisationnelles et du fonctionnement démocratique, liens avec leur environnement socioprofessionnel et les autorités locales.
- Agriculture de conservation : introduction dans les systèmes de production traditionnels méditerranéens d'une approche globale et intégrée qui vise à préserver les ressources naturelles (sol, eau, biodiversité), en réduisant l'impact de l'activité agricole sur le milieu (non-labour et semis direct, nouvelles espèces végétales et rotations longues, protection des sols par les couverts végétaux, etc.), tout en améliorant la production agricole et sa durabilité, et donc les revenus des producteurs.



■ RÉSULTATS



Journée Agriculture de conservation organisée par Trait d'Union, Sétif, Algérie

Le réseau rassemble 10 groupes d'agriculteurs, 12 organismes de recherche et plusieurs organisations professionnelles ou structures économiques de 7 pays.

Le RCM a initié et coorganisé trois Rencontres Méditerranéennes du Semis Direct (Settat, Maroc en 2001 ; Tabarka, Tunisie en 2004 ; Saragosse, Espagne en 2006) ; chacune d'elles a réuni environ 200 personnes et a donné lieu à la publication d'articles techniques et scientifiques. Les prochaines Rencontres sont prévues à Sétif (Algérie) en mai 2010.

La problématique de l'agriculture de conservation est bien introduite chez les producteurs dans les régions de Mateur en Tunisie et de Settat au Maroc, elle est maintenant prise en considération en Algérie et démarre au Liban.

Le programme en cours vise à tripler le nombre de groupes d'agriculteurs du RCM, à développer les surfaces en semis direct et à favoriser les échanges d'informations par le biais d'Internet (site en cours d'élaboration) et de rencontres régulières dans les différents pays (la dernière rencontre des Groupes d'agriculteurs du réseau s'est tenue en mai 2009 dans la Bekaa au Liban).



■ PRINCIPAUX PARTENAIRES

Algérie : Association Trait d'Union (Sétif) en relation avec l'ITGC et l'INRAA

Liban : Groupement des Agriculteurs de la Bekaa en relation avec l'IRAL

Maroc : Coopérative Khemisset Chaouïa (Settat) et l'ATED (Chefchaouen) avec l'INRA, l'ENA et l'IAV

Tunisie : Association Pour une Agriculture Durable (APAD) et Groupe de Mateur avec le CTC et l'ESAK

Au niveau international : CIHEAM et ICARDA. Agriterra (agri-agence hollandaise mobilisée dans le cadre d'Agricord) et UNIFA (Union Nationale des Industries de la Fertilisation) cofinancent cette action.